

Services techniques

Arrêté n° 824

OBJET : ARRÊTÉ RÉGLEMENTANT TEMPORAIREMENT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT RUE DU MAGNIÉ (en partie) PENDANT LA DURÉE DES TRAVAUX D'EXTENSION DU LOTISSEMENT « LE CLOS DE LA BLOIRE »

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2212.1, L 2212.2, L 2213.1 et L 2213.2 ;

VU le Code de la route, et notamment l'article R 417-10 ;

VU le décret n° 86-475 du 14 mars 1986, relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation routière ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment son livre I, 8^{ème} partie ;

VU la demande d'arrêté établie par la société SPIE CityNetworks Challans en date du 27 septembre 2022 ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux d'extension du lotissement « Le Clos de la Bloire » et d'assurer la sécurité publique, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement des véhicules rue du Magnié, au droit du chantier, le lundi 10 octobre 2022.

Le Maire de la Commune de Saint-Jean-de-Monts,

Arrête

Article 1 : Le lundi 10 octobre 2022, la circulation des véhicules s'effectuera sur chaussée rétrécie et sera alternée par panneaux B15 et C18 rue du Magnié, au droit du chantier.

Article 2 : Durant les travaux, le stationnement des véhicules sera interdit des deux côtés de la chaussée au droit du chantier.

Article 3 : La signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise sous le contrôle de la police municipale et des services techniques municipaux.

Article 4 : Des copies du présent arrêté devront être apposées sur des panneaux placés visiblement aux points de réglementation de la circulation.

Article 5 : L'organisation des mesures prévues est entièrement à la charge de l'entreprise qui demeure responsable des accidents de la circulation qui pourraient survenir du fait des travaux.

Article 6 : « La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes - 6, allée de l'Île Gloriette - 44041 Nantes cedex, dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou publication. »

Article 7 : Messieurs le commandant de la brigade de gendarmerie de Saint-Jean-de-Monts, le responsable des services techniques municipaux et le chef de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à la société SPIE CityNetworks à CHALLANS (85300).

Saint-Jean-de-Monts, le 29 septembre 2022

Pour le Maire,
Le Premier adjoint



Miguel CHARRIER